



Arles le 11 octobre
2011

Motion

Face aux 23 millions de chômeurs en Europe, particulièrement les jeunes, l'unique réponse des dirigeants politiques est l'austérité : pression sur les salaires, casse des Services Publics, de la Protection Sociale, des pensions, durcissement des conditions de travail...

En France, le plan Fillon pour réduire « le déficit » de la France est inacceptable. En inscrivant sa « règle d'or » dans la constitution, le gouvernement veut imposer un déficit budgétaire limité à 3 %, à coup de mesures dont le poids serait supporté essentiellement par les ménages (les 2 tiers !).

De plus, les agences de notation considèrent que le prélèvement pour l'intérêt général est dispendieux et voudraient le voir reverser dans la marmite de la spéculation. **Il s'agirait donc de rogner sur les dépenses de solidarité ou d'éducation sans dire un mot sur les cadeaux en tous genres faits aux patrons :**

- ▶ 170 milliards d'€ d'allègements leur ont été consentis par l'Etat, ce qui représente 67,7 % du total des recettes du budget
- ▶ 210 milliards d'€ de dividendes versés aux actionnaires
- ▶ 1 salarié sur 2 gagne moins de 1 500 €/mois
- ▶ seulement 1 chômeur sur 2 est indemnisé
- ▶ 8,2 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté avec moins de 954 € par mois
- ▶ 64 % des femmes retraitées perçoivent moins de 900 € par mois et 36 % moins de 700 €.

Pour l'Union Locale CGT l'austérité n'est pas une solution, c'est UN PROBLEME ! La CGT va faire partager et mobiliser le plus grand nombre de salariés, retraités et chômeurs autour de 10 EXIGENCES qui sont, elles, de vraies solutions :

- ♦ Conditionner toute aide publique au respect de critères portant sur l'emploi
- ♦ Supprimer les exonérations sociales et fiscales sur les heures supplémentaires
- ♦ Agir sur les salaires dans le privé et dans le public avec ouverture immédiate de négociations et un SMIC porté à 1 700 €
- ♦ développer les politiques publiques notamment dans l'Education, la Santé, la Recherche..
- ♦ Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction Publique et créer de nouveaux postes
- ♦ Contraindre les entreprises à examiner sérieusement toutes les alternatives aux licenciements
- ♦ Réformer la fiscalité en profondeur (augmentation de l'ISF, alléger la TVA..)
- ♦ Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduit pour favoriser l'investissement productif
- ♦ Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux au plan européen et international
- ♦ Mettre en place un fonds européen de solidarité sociale

**L'UNION LOCALE CGT D'ARLES METTRA TOUT EN ŒUVRE POUR
LES IMPOSER !**

Union Locale CGT - Bourse du Travail - 3 rue Parmentier - 13200 ARLES

☎ 04 90 96 50 27 - Fax 04 90 96 46 78 - e.mail: unionlocale@cgtarles.fr - site :cgtarles.fr